

## Synthèse des éléments partagés par le groupe au fil de l'atelier « participation citoyenne », samedi 18 mars 2023, Culture Commune.

### Essais d'état des lieux : quelle(s) participation(s) sur le Bassin Minier ?

Globalement, la participation des habitantes et des habitants à la vie culturelle et, plus largement, à la vie citoyenne sur le Bassin Minier a été décrite comme quelque chose « d'absolument pas évident », avec, en outre, des disparités territoriales relativement importantes.

Le groupe a cependant rappelé qu'il existe globalement sur le Bassin **une multitude de projets** (dans le champ artistique, dans le champ de la solidarité, ou de la nature ...), des projets portés notamment par le **tissu associatif**, qui a été décrit comme jouant un rôle de premier plan.

Qu'ils soient portés par les associations ou par d'autres typologies d'acteurs, les projets dits participatifs ont été décrits comme présentant des modes d'« entrée en participation » variés. D'un atelier jardin ou théâtre proposé par une structure, à un projet pensé, élaboré et mis en œuvre par un groupe citoyen lui-même, les *modalités*, d'une part, et l'*échelle* d'implication, d'autre part ont été décrits comme pouvant diverger fortement. L'échelle de Shelley Arnstein a à cet égard été rappelée. A en outre été rappelée la définition tripartite de la participation qui est celle de Joelle Zask (à savoir : prendre part / apporter sa part et bénéficier d'une part). Le groupe s'est accordé, semble-t-il, sur la pertinence de ces éléments comme grilles de lecture du réel. Le groupe a en outre noté que les modes de participation des habitantes et habitants pouvaient être « **invisibles** », **c'est-à-dire au quotidien, hors radar des appels à projet particulier**. Le groupe n'a pas précisé quelle était la part de ces modes de faire vis-à-vis de la participation globale sur le Bassin.


La *posture* du champ politique vis-à-vis de la question de la participation des habitantes et habitants a été décrite comme pouvant jouer un rôle prépondérant. A été noté qu'un *décalage* pouvait parfois exister entre les attentes de ce champ, d'une part, et la réalité du terrain, d'autre part. Le groupe a remarqué à cet égard que la logique d'**accompagnement** de ce qui se fait était à préférer à une logique de **injonction** à faire : celle-ci a en effet été décrite comme pouvant parfois être vécue comme hors sol. Une présence accrue des élus sur le terrain, aux côtés des acteurs, a été décrite comme pouvant constituer l'une des clés de réduction du décalage entre attentes et réalités.

Outre **la question politique**, c'est **la question humaine**, du ressenti des personnes vis-à-vis d'elles-mêmes, d'autrui et de leur environnement qui a le plus mobilisé les discussions. A ce sujet, le groupe s'est accordé sur le constat qu'il existe sur le Bassin un frein majeur, à savoir l'idée, encore très partagée, selon laquelle « participer à tel ou tel projet, ce n'est pas pour moi ».

Dans ce contexte, les questions posées par le groupe ont été : comment, fondamentalement, penser la question de la participation ? Quels cadres travailler, et comment / avec qui travailler ces cadres ? **Comment donner l'envie, sans faux semblant, honnêtement, y compris en assumant l'incertain, le bancal, le pas sûr, bref, l'expérimental ?**

Il a à cet égard été rappelé qu'un levier absolument indispensable était de commencer pas ne pas regarder le territoire, et plus précisément les personnes qui y vivent, de manière si ce n'est méprisante, en tout cas *condescendante*, l'assignation à résidence identitaire étant perçue comme une **violence symbolique** à l'encontre de la dignité des personnes, et, partant, un frein absolument majeur à toute envie de participation à la chose publique.





La formule de Pierre Bourdieu selon laquelle, d'ordinaire, les pauvres « n'ont d'autre choix que de se taire ou d'être parlés » a été rappelée, avec, en creux, la nécessité d'un renversement de cette affirmation dans une visée d'émancipation des personnes, d'une part, mais aussi, d'amélioration des politiques publiques au bénéfice de tous, d'autre part.

Dans le contexte historique du Bassin Minier où la mine avait notamment pour fonction d'organiser et, donc, de contrôler, à peu près tous les pans de la vie des mineurs et de leurs familles, la question du **déterminisme social** a été décrite comme fonctionnant à plein régime sur le Bassin.

A noter que **l'art et la culture** ont cependant été décrits par le groupe comme portant en eux **un potentiel de perturbation**, d'ébranlement, à même de donner des clés, les outils -aux côtés d'autres, clés, d'autres outils- vers, précisément, l'émancipation des personnes.

### **Quelles valeurs, quels points de départ, semblent les préalables nécessaires à toute démarche participative ?**

Au sein des projets artistiques et culturels comme de tout autre type de projets à visée « participative », le facteur humain a été posé comme un ressort premier, indispensable. Les valeurs décrites comme devant sous-tendre toute démarche participative déclinaient largement cette idée.

Pour le groupe, **connaître** les personnes, mais aussi les **reconnaître**, dans leur richesse, dans leur singularité, ont été posés comme les préalables incontournables à la construction d'un sentiment de **légitimité**, d'une part, et d'**utilité**, d'autre part, ces sentiments de légitimité et d'utilité étant nécessaires au développement de l'envie de participer, quel qu'en soit le mode ou l'échelon d'implication.

A la base de la participation, le groupe a donc affirmé le besoin de **reconnaissance**, une reconnaissance du fait que tout le monde a des compétences, d'une part, et que ces compétences doivent être envisagées comme **complémentaires** les unes des autres, d'autre part : très schématiquement bien sûr, il s'agit par exemple de considérer l'habitant dans son expertise d'usage du territoire, l'agent territorial ou l'artiste dans son expertise métier, tous les expertises ayant vocation non pas à se remplacer les uns les autres, mais au contraire être articulées entre elles.


Outre la reconnaissance des personnes, le groupe a plaidé - au niveau des institutions, du champ politique etc- pour une posture de **l'honnêteté**, laquelle a été décrite comme devant être une **humilité** : l'honnêteté et l'humilité donc, pour savoir dire, du côté du champ institutionnel et politique, qu'on ne sait pas tout ; et partant, reconnaître le **besoin de commun**, pour penser et construire ensemble une vie -culturelle, citoyenne...- juste, soutenable et désirable.

A noter, que plusieurs participants à l'atelier ont remarqué que ces valeurs de reconnaissance, d'honnêteté, d'humilité mais aussi de **solidarité** pouvaient se retrouver dans le champ du bénévolat, celui-ci pouvant constituer une source d'inspiration à l'échelle de toute la société.

Les notions de **plaisir** (de faire et d'être ensemble), **de convivialité** (« l'apéro ! »), mais aussi **la gentillesse**, **l'attention** apportée à autrui, **la confiance** (en l'autre, en soi, en la relation qui se tisse) ont été posées comme les ressorts d'une véritable expression personnelle dans le cadre collectif, et dès lors comme les bases d'un véritable inventer en commun.

Pour le groupe, participer, c'était donc, nécessairement, inclure, partager, prendre en considération ; c'était aussi **embellir, et prendre soin** : prendre soin de son environnement, de la chose publique, de sa relation au monde et de sa relation à soi-même.





Participer / impliquer autrui, s'impliquer soi-même, c'est aussi -le groupe l'a rappelé à différentes reprises- une ambition qui se déploie dans **le temps**. La question du temps, que l'on accorde, que l'on donne, que l'on prend, pour se rencontrer, pour être ensemble, pour penser et organiser les cadres d'actions adéquates, a été définie comme un enjeu primordial à prendre bien plus pleinement en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre de toute ambition participative.

## **Partage d'expériences des participantes et participants à l'atelier**

**Marie France**, a évoqué sa participation artistique aux **Fêtes de la Sainte Barbe** avec la Compagnie Carabosse ; elle a également évoqué son implication dans des **projets de jardinage**, portés par le champ associatif. Elle a pointé le plaisir d'être ensemble, l'importance de la convivialité, de « la bonne entente ». Concernant les Fêtes de la Sainte Barbe, Marie France a précisé qu'elle n'avait pas pu continuer à prendre part activement au projet, du fait d'un trop grand éloignement géographique des propositions. La question de la **nécessité de proximité** a donc ici été posée, dans un contexte où la mobilité des personnes reste problématique.

**Laetitia et Amandine** ont pour leur part évoqué un **projet solidaire** organisé au bénéfice d'une petite fille malade ; la participation des personnes (notamment des artistes) à cette initiative citoyenne a permis, au-delà de l'aide au financement des soins, de faire se rencontrer des gens, des mondes totalement différents. Chacun a pu apporter ses idées, ses savoir-faire, dans une logique de **partage et de complémentarité**. Laetitia et Amandine ont précisé que des liens pérennes avaient été tissés entre les personnes, lesquelles forment aujourd'hui une sorte de réseau informel potentiellement réactivable autour d'un autre projet.

**Laurent D.** a lui aussi évoqué un projet solidaire, cette fois porté par une association de parents d'élèves. Il a souligné combien **le sens**, le « sentiment de faire quelque chose de bien », était **porteur d'envie** de participer, de s'engager.

**Emeline nous a parlé de la Fête des voisins** : pour Emeline, la Fête des voisins est une façon alternative de vivre, en groupe, l'espace public ; elle a noté que le caractère événementiel de la Fête ne permettait cependant pas réellement de créer du lien entre les participants *dans le temps*.


A ce sujet, le groupe s'est accordé pour dire que dans le cas d'actions initiées et mises en place par les habitantes et habitants, la question de la coordination, de la direction, se pose pour créer des dynamiques pérennes. Il a été posé au sujet des projets relevant de **l'échelon « contrôle citoyen »** sur l'échelle d'Arnstein (échelon auquel correspondent a priori les actions évoquées par Emeline), que **l'habitude, l'expérience, de ces projets était encore assez insuffisante, et très largement à construire.**

**Nelly** a évoqué son envie de s'investir dans un projet chanson, dans une perspective solidaire. Nelly a pris part à différents projets artistiques au fil des ans, notamment avec Culture Commune. Elle a précisé que, au-delà de la nature du projet concerné, pour elle, c'est **l'envie de rencontre** qui compte. Elle a précisé l'importance de **l'absence de préjugé**, de l'accueil des différences : « pouvoir être comme en famille, acceptés ; différents, et, pourtant, acceptés ». Et par la force du groupe, se sentir renforcé.e, affirmé.e dans son humanité.

**Marion**, médiatrice à Culture Commune a précisé que le retour de Nelly donnait sens au travail de Culture Commune, mettant le doigt sur une **reconnaissance réciproque, mutuelle**. « La reconnaissance, on se la rend ! » ont-elles toutes les deux précisé.

Le groupe s'est accordé pour dire que la question du contrôle pouvait être problématique, et devait en tout cas être considéré avec finesse. Toutes et tous ont plaidé pour des démarches favorisant la co construction, et ce à toutes les étapes des projets, dès les premiers temps de la pensée.





De là, créer les conditions pour pouvoir **accomplir quelque chose et s'accomplir soi-même**, en apportant **une valeur singulière (la mienne) dans un cadre commun porteur de sens**.

**Chantal a évoqué les GIO, groupes intercommunaux d'organisation** qui, au fil des ans, ont impliqué de nombreux jeunes gens dans l'organisation de concerts. Il s'agissait, dans une logique affirmée de croisement des publics, d'inviter à participer à tous les aspects de la pensée et de la mise en œuvre d'une programmation musicale, et ce en s'appuyant sur une 4 piliers :

1. **La reconnaissance** : à la fois de la *capacité* des jeunes personnes mobilisées, et de la *valeur de styles musicaux* à l'époque encore très marginaux (punk, métal, hip hop, par exemple) ;
2. **L'apprentissage** : de l'action culturelle territoriale dans ses diverses dimensions et, plus fondamentalement encore, de la chose politique ;
3. **La complémentarité** : entre les jeunes et les professionnels ;
4. **Le temps long** : le travail préparatoire pouvant être initié jusqu'à 12 mois à l'avance, d'une part, et le réinvestissement des connaissances, de l'expérience acquises, pouvant être réactivés en aval, bien après, d'autre part.

Ce qui était recherché, au-delà de programmations ancrées et de qualité, était le **renouvellement de la vision** politique des jeunes, toute en faisant en sorte **que, par la culture, des jeunes gens se fassent actrices et acteurs sur leur territoire**.

En conclusion, **Marie** a précisé que, si on veut vraiment « faire avec », il est indispensable de penser les **conditions de l'implication** ; dans ce contexte, le groupe s'est accordé pour dire que, dès lors, la notion de **médiation** (en tant que politique de la *relation*) reste absolument essentielle, et ce dans le cadre de groupes de **proximité**, d'une part, et de **taille suffisamment modeste**, d'autre part. Pour Marie, comme pour le groupe, il s'agirait d'ailleurs, plutôt que de *passer* d'une logique du **faire pour** à une logique du **faire avec**, d'**articuler les 2 modalités d'interaction**.

Enfin, **Laurent C.** a indiqué que développer la participation citoyenne sur le Bassin Minier demande non seulement du temps, mais aussi **des espaces, des interstices** : espaces et interstices au sein des cadrages de projets, espaces et interstices pour les professionnel.le.s des structures dans le cadre de leur travail, espaces et interstices avec les politiques, avec les habitantes et les habitants. Pour Culture Commune, il s'agirait, avec d'autres, de tracer les trajectoires de mise en lien, pour se déplacer, **se décentrer, inviter au mouvement**, en commun.

**Focus** : Laurent Petit – **Agence Nationale de Psychanalyse urbaine**, a présenté et proposé au groupe 3 projets participatifs :

Un projet cabaret pour les Constellations Imaginaires ;  
Un projet de film de zombies (le mineur étant perçu comme un zombie social) ;  
En écho à Culture Commune, un projet d'*agriculture* commune sur le Bassin.

Il a rappelé que, pour lui, la question générale est « comment le présent interroge le passé pour imaginer l'avenir ? »

